

Le 01/05/2018

## **Attestation d'accessibilité d'un ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie**

Conformément à l'article R.111-19-33 du code de la construction et de l'habitation,

Je soussignée Mme VAUCHER Cecilia, née le 27 avril 1990 à Versailles (78), représentante de la SAS JOE CARES, enregistré au Registre de Meaux au numéro de SIREN 808 170 120, Établissement recevant du public de 5<sup>ème</sup> catégorie, situé au 25 rue du Grand Cerf 77100 MEAUX atteste sur l'honneur que l'établissement sus-mentionné répond à ce jour aux règles d'accessibilité en vigueur. Cette conformité à la réglementation d'accessibilité prend en compte l'accessibilité d'une partie de l'établissement de 5<sup>ème</sup> catégorie dans laquelle l'ensemble des prestations peut être délivré.

J'ai pris connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, en application des articles 441-1 et 441-7 du code pénal.

Signature



### **Article 441-1 du code pénal**

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

### **Article 441-7 du code pénal**

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.